



Bilan hebdomadaire de la situation en Cisjordanie occupée du 11 au 17 février 2026

## Description

# Meurtres, agressions, démolitions, dépossessions : la violence coloniale en continu

Par Agence Média Palestine

Chaque jour apporte son lot de violence coloniale continue contre le peuple palestinien en Cisjordanie occupée. Un bilan exhaustif serait extrêmement long à établir. Pour suivre les événements au jour le jour, nous vous invitons à consulter le suivi quotidien établi par l'agence d'information palestinienne [Wafa](#). En voici un résumé.



## Israël approuve un plan visant à enregistrer des terres de Cisjordanie comme « propriété de l'État »

Israël a approuvé un plan d'enregistrement foncier qui accablait son annexion *de facto* de la Cisjordanie occupée. Le gouvernement a validé le 15 février le lancement d'un cadastre officiel, une première depuis 1967, qui vise à graver dans le marbre l'occupation israélienne.

Avec ce plan, Israël compte revendiquer de vastes zones de la Cisjordanie occupée comme « propriété de l'État » si les Palestiniens ne peuvent pas prouver leur propriété.

Comme le rapporte [Al Jazeera](#), cela signifie que « lorsqu'Israël entame la procédure d'enregistrement foncier pour une zone donnée, toute personne revendiquant la propriété de ce terrain doit fournir des documents attestant de son droit de propriété. Or, après des décennies d'occupation, les exigences pour prouver la propriété d'un terrain palestinien sont extrêmement élevées, et cette mesure risque de déposséder des milliers de Palestiniens de leurs droits fonciers. »

## **Au moins un adolescent palestinien tué et des dizaines blessés par l'armée israélienne ou par des colons**

Mohammad Kamal Shreim, un adolescent palestinien, a été tué le 16 février au soir par des tirs des forces israéliennes dans la ville de Qalqilya, au nord de la Cisjordanie, rapporte l'agence *Wafa*. Selon des sources locales, les forces israéliennes ont ouvert le feu sur le jeune homme de 18 ans, alors qu'il se trouvait près de la barrière de séparation, à l'entrée nord de la ville. Par ailleurs, des dizaines de Palestiniens, hommes, femmes, enfants et personnes âgées, ont été blessés dans des attaques de colons.

Selon des données locales obtenues par l'agence *Wafa*, au moins 1 112 Palestiniens ont été tués et environ 11 500 blessés en Cisjordanie depuis octobre 2023, tandis que plus de 21 000 personnes ont été arrêtées.

## **Israël maintient la journaliste Nisreen Salem en détention à Jérusalem**

L'avocat du Centre d'information de Wadi Hilweh, Mohammed Mahmoud, a rapporté le 16 février au soir que les autorités israéliennes ont prolongé la détention de la journaliste Nisreen Salem jusqu'au jeudi suivant. Le prolongement a été ordonné par un tribunal israélien, sans que des détails supplémentaires concernant les accusations ou le déroulement de l'enquête ne soient communiqués.

« Cette décision s'inscrit dans le cadre d'une intensification de la répression contre les journalistes palestiniens à Jérusalem, incluant arrestations, convocations et ordres d'expulsion, dans une tentative de restreindre le travail journalistique et la couverture médiatique dans la ville occupée », déplore l'agence *Wafa*.

## **Israël arrête l'imam de la mosquée Al-Aqsa, Cheikh Mohammed Ali Al-Abbasi**

La police israélienne a arrêté le 16 février au soir l'imam de la Mosquée Al-Aqsa, Cheikh Mohammed Ali Al-Abbasi, à l'entrée de l'esplanade du site sacré à Jérusalem occupée, rapporte l'agence *Wafa*. Selon des sources locales, l'imam a été interpellé

dans les cours de la mosquée sans qu'aucune raison officielle ou détail sur les mesures prises à son encontre ait été communiqué.

Cette arrestation intervient dans un contexte de renforcement des mesures israéliennes contre la mosquée Al-Aqsa, incluant des restrictions imposées aux imams, aux prêcheurs et aux fidèles présents, ainsi que l'intensification des incursions de colons protégés par un dispositif policier renforcé.

## Israël empêche la préparation de la mosquée Al-Aqsa pour le Ramadan et émet plus de 250 ordres d'expulsion

Les autorités israéliennes empêchent la mise en œuvre des plans logistiques pour accueillir les fidèles à la Mosquée Al-Aqsa pendant le Ramadan et ont émis depuis le début de l'année plus de 250 ordres d'expulsion du site sacré, dans ce qui est décrit comme une tentative d'imposer des mesures unilatérales contraires au statut historique et légal de la zone, rapporte *Wafa*.

Les autorités israéliennes continuent de restreindre le travail du personnel de la Waqf (Administration des biens islamiques), ayant expulsé environ 25 employés et arrêté quatre autres, dans le but d'affaiblir la capacité de la Waqf à gérer la mosquée et organiser les activités religieuses. Israël empêche également les préparatifs pour le Ramadan, notamment l'installation de tentes de protection contre le soleil et la pluie, la mise en place de cliniques médicales temporaires et d'autres arrangements logistiques nécessaires au bon déroulement des prières.

Dans une escalade supplémentaire, l'extrémiste «*Étoile du Mont du Temple*» a prolongé les heures d'accès matinal des colons à Al-Aqsa, de 6h30 à 11h30, ajoutant une heure à la plage horaire habituelle. Cette décision fait suite à une lettre envoyée la semaine dernière par des organisations extrémistes au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, exigeant la «*souveraineté israélienne*» et la liberté de culte juif sur le Mont du Temple pendant le Ramadan.

Selon le gouvernorat, le plan israélien pour le Ramadan comprend des restrictions strictes pour l'accès des Palestiniens venant de Cisjordanie à Jérusalem, en particulier les vendredis, avec un plafond de 10 000 fidèles maximum. Des restrictions d'âge sont également imposées : seuls les hommes de plus de 55 ans et les femmes de plus de 50 ans peuvent entrer, avec autorisation préalable requise.

## 222 colons prennent d'assaut la mosquée Al-Aqsa

Deux cent vingt-deux colons israéliens ont pris d'assaut la Mosquée Al-Aqsa le 16 février, sous la protection des forces israéliennes.

Selon le gouvernorat de Jérusalem, les colons ont pénétré dans les cours du complexe et y ont accompli des rituels talmudiques, tout en menant des visites qualifiées de provocatrices par les autorités palestiniennes.

Située dans la Vieille Ville de Jérusalem-Est occupée, la mosquée Al-Aqsa fait partie de l'esplanade des Mosquées (Haram al-Sharif pour les musulmans), troisième lieu saint de l'islam. Le site est également revendiqué par les juifs comme le mont du Temple. Depuis 1967, un « statu quo » encadre l'organisation du site : l'administration religieuse relève du Waqf jordanien, tandis qu'Israël assure le contrôle sécuritaire. Les non-musulmans peuvent visiter l'esplanade à des horaires déterminés, mais la prière non musulmane n'y est pas officiellement autorisée, selon cet arrangement historique.

## Démolitions et dépossession à Jérusalem, Jénine, Naplouse, Hébron, Bethléem ?!

Les Démolitions se comptent par dizaines cette semaine en Cisjordanie.

Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a signalé que le 10 février, des partenaires humanitaires les informaient que les autorités israéliennes avaient démoli plusieurs bâtiments dans le quartier d'Al Bustan, à Silwan (Jérusalem-Est).

Selon l'agence *Wafa*, le 17 février, les forces d'occupation israéliennes ont délivré des avis de démolition de quatre maisons dans le village d'Al-Koum, à l'ouest de Hébron. À Jénine, les bulldozers d'occupation ont commencé à démolir la maison de Raafat Badasa, tué en 2024, dans la ville de Silat al-Harithiya, à l'ouest de la ville. À Jérusalem occupée, des bulldozers d'occupation ont démoli un certain nombre d'installations agricoles dans la ville d'Arab al-Jahalin, à l'est de la ville, dans le cadre de tentatives visant à déplacer les Palestiniens de leurs terres et à resserrer l'enclos sur l'activité agricole autour des colonies. Le gouvernorat de Jérusalem a rapporté que les bulldozers ont effectué les démolitions soudainement, causant des pertes matérielles aux agriculteurs et confisquant leurs biens.

À Naplouse, les forces d'occupation ont démoli une maison de deux étages dans la zone d'Al-Taawoun Al-Alawi, prétendant qu'elle serait construite en zone classée « C », même si les documents familiaux montrent que la zone est classée « B ».

À Bethléem, les forces d'occupation ont démoli un immeuble résidentiel de deux étages dans la zone du « Terrain d'Al-Deir » dans la ville d'Al-Khader, propriété des frères Iyad et Alaa Omar Issa « Abu Ghalioun », prétendant qu'ils n'avaient pas de permis de construire. La démolition a été accompagnée par l'assaut de la zone avec un certain nombre de bulldozers, la fermant et empêchant les citoyens de circuler librement, au milieu des tirs de gaz toxiques et de bombes sonores.

Ce même 17 février, selon *Wafa*, des colons ont forcé 15 familles palestiniennes à démanteler leurs maisons les obligeant à évacuer dans la vallée du Jourdain. Le chef du conseil du village d'Al-Maleh, Mahdi Daraghme, a expliqué que les familles ont commencé à démanteler leurs propres maisons en raison des attaques croissantes des colons contre elles.

Sept autres familles avaient été forcées de partir plusieurs jours avant pour des raisons similaires liées aux menaces et agressions des colons.

D'ici, le 11 février, 15 familles ont été forcées à quitter leurs maisons dans le village de Deir al-Dik al-Tahta, à l'ouest de Jéricho, face à la pression des opérations de bulldozer israéliens qui ont affecté des zones de terrain environnantes et causé des dommages directs aux terres agricoles.

Le 14 février, le Jérusalémite Samir Alyan Arar a été forcé de démolir sa propre maison dans la ville de Jabal Mukaber, au sud-est de Jérusalem occupée, par décision de la municipalité d'occupation, sous prétexte qu'il n'avait pas de permis de construire. Les équipes municipales israéliennes ont pris d'assaut sa maison le 26 janvier 2026 et lui ont donné 21 jours pour mettre en œuvre la décision de démolition, l'obligeant à démolir sa maison à la main, en raison de son incapacité à supporter les coûts de la démolition si elle était effectuée par la municipalité d'occupation.

Le même jour, un autre Palestinien, Rami al-Bakri a subi le même sort sous le même prétexte, et a été obligé à démolir sa maison dans le quartier d'al-Zaytouna, à Beit Hanina, au nord de Jérusalem-Est occupée. Il a lui aussi eu environ deux semaines pour démolir lui-même sa maison afin d'éviter des frais supplémentaires, d'autant plus qu'il avait déjà payé des amendes s'élevant à environ 40 000 shekels, sans compter les frais de justice et les coûts liés à l'obtention du permis de construire.

## Fermeture forcée d'une association culturelle et sportive pour les enfants et les citoyens à Jérusalem

Ce 17 février, les forces d'occupation israéliennes ont fermé le siège de l'Association communautaire Burj Al-Luqlaq dans la vieille ville de Jérusalem pour une période de six mois.

Le siège de l'association dans la vieille ville de Jérusalem a été pris d'assaut par les forces d'occupation qui ont soudainement fermé les portes afin d'empêcher l'accès.

Le gouvernorat de Jérusalem dans un communiqué cité par l'agence *Wafa* a dénoncé une atteinte au droit des habitants de la ville à une vie décente et à des espaces sains pour les enfants et les jeunes, rappelant que l'association était un véritable exutoire pour des milliers d'enfants, de jeunes et de femmes au cours de plus de trois décennies, à travers le sport, des programmes culturels, sociaux et éducatifs. Grâce à cette association, les habitants pouvaient pratiquer le football, le basket-ball, le judo et le taekwondo. L'association apportait également son soutien aux femmes et aux commerçants locaux, et avait aussi une école maternelle, un laboratoire informatique, des programmes de compétences de vie, et un atelier de céramique. Le nombre de bénéficiaires quotidiens des installations de l'association avait atteint entre 300 et 500 participants.

## Arrestations massives

Le 12 février, les forces d'occupation israéliennes ont arrêté 40 Palestiniens, dont quatre femmes et un enfant, dans plusieurs gouvernorats, rapporte *Wafa*. Le lendemain, au moins 16 Palestiniens ont également été arrêtés lors d'une série de raids menés à l'aube dans plusieurs régions de la Cisjordanie occupée, selon des sources locales et sécuritaires.

Selon le Club des prisonniers palestiniens, le nombre d'arrestations en Cisjordanie, y compris à Jérusalem, depuis le début du génocide, s'élève à environ 22 000. Ce chiffre inclut les personnes toujours détenues par l'occupation ainsi que celles qui ont été libérées par la suite, ce qui représente une augmentation historique du nombre d'arrestations en seulement deux ans et demi. Le Club a souligné que ce chiffre n'inclut pas les arrestations dans la bande de Gaza, estimées à plusieurs milliers, ni les campagnes d'arrestations dans les territoires occupés en 1948.

## Tags

1. agression
2. apartheid
3. arrestations
4. cisjordanie
5. colonisation
6. colons
7. Israël
8. meurtres
9. occupation
10. oppression
11. palestine
12. Palestiniens
13. sionisme
14. violence

**date créée**

2026/02/17